



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RBC – INFOFICHE PROVINCIALE

Faits saillants par province

16 décembre 2016

Colombie-Britannique : Début de l'après-boum immobilier

Après avoir surpassé les autres provinces au classement de la croissance durant six années consécutives, la Colombie-Britannique fait face à une année de transition. RBC prévoit pour la province un taux de croissance modérée de 1,7 % en 2017, en forte baisse par rapport au taux (révisé à la hausse) de 3,3 % en 2016. Dans un contexte où les trois ordres de gouvernement portent leur attention sur les risques liés au marché du logement, RBC prévoit que la récente baisse des reventes de maisons dans la région de Vancouver se poursuivra. En outre, les possibilités de différends commerciaux avec les États-Unis au sujet du bois d'œuvre créent de l'incertitude quant à l'avenir du secteur forestier de la province.

« Malgré les perspectives de croissance plus modérée en 2017, les solides gains au chapitre de l'emploi dans le secteur privé ont contribué à maintenir le dynamisme du marché du travail en Colombie-Britannique, a déclaré Craig Wright, premier vice-président et économiste en chef, RBC. Le ralentissement dans le marché du logement touchera vraisemblablement le secteur immobilier, mais les secteurs de la fabrication et de la consommation soutiendront probablement la création d'emplois dans la province. »

Pour en savoir plus sur les perspectives économiques de RBC pour la Colombie-Britannique, cliquez [ici](#).

Alberta : Retour de la croissance

Après deux années de récession, de récents développements ont ouvert la voie à la croissance en Alberta. Selon les prévisions de RBC, la croissance du PIB y sera de 2,2 % en 2017 et devrait s'accroître pour atteindre 3,3 % en 2018. L'approbation récente de deux grands projets d'oléoducs (l'expansion de l'oléoduc de Trans Mountain de Kinder Morgan et le remplacement de la canalisation 3 de l'oléoduc d'Enbridge), de même que la réduction par l'OPEP de sa production de pétrole brut à compter de janvier 2017, devraient renforcer la confiance et stimuler la reprise des investissements dans le secteur de l'énergie de la province.

« Il a été décevant de voir la faiblesse du secteur de l'énergie en Alberta se propager à d'autres secteurs de son économie tout au long de 2016, a déclaré Craig Wright, premier vice-président et économiste en chef, RBC. Nous croyons que des signes de reprise se manifesteront bientôt dans le marché du travail albertain, ce qui aura des effets bénéfiques notables dans l'ensemble des secteurs industriels en 2017. »

Pour en savoir plus sur les perspectives économiques de RBC pour l'Alberta, cliquez [ici](#).

Saskatchewan : La lumière au bout du tunnel ?

Une légère reprise dans le secteur minier devrait marquer le retour de l'économie de la Saskatchewan à la croissance en 2017. RBC prévoit pour la province une croissance de 1,7 % du PIB, ainsi qu'une modeste progression de ce rythme en 2018. La hausse prévue des prix du pétrole en 2017 devrait compenser environ la moitié de la baisse de la production pétrolière dans la province en 2016. Malheureusement, une reprise du secteur minier non lié à l'énergie ne semble pas probable en 2017.

« Nos prévisions pour l'économie de la Saskatchewan reposent sur l'hypothèse d'un retour à la croissance, modeste toutefois, du marché de l'emploi grâce à une croissance plus vigoureuse du PIB, a déclaré Craig Wright, premier vice-président et économiste en chef, RBC. L'actuel taux de chômage, de 6,5 %, résulte d'un mouvement à la hausse soutenu depuis 2014, alors que la Saskatchewan affichait le plus bas taux de chômage au Canada. »

Pour en savoir plus sur les perspectives économiques de RBC pour la Saskatchewan, cliquez [ici](#).

Manitoba : La province surpasse la moyenne nationale

Le Manitoba devrait rester au sommet du classement national de la croissance du PIB. RBC prévoit pour la province un taux de croissance de 1,9 % en 2016 et de 2,3 % en 2017. Les dépenses d'investissement réalisées par Manitoba Hydro dans le cadre de divers projets énergétiques continuent de stimuler l'activité dans le secteur de la construction. De plus, le raffermissement de l'économie américaine et des économies des provinces productrices de pétrole dans l'Ouest devraient permettre des gains importants dans le secteur de la fabrication.

« Nos prévisions relatives au taux de croissance du Manitoba s'appuient sur l'hypothèse d'une contribution plus marquée du secteur de la fabrication à l'économie provinciale, a déclaré Craig Wright, premier vice-président et économiste en chef, RBC. Parallèlement à nos prévisions d'une accélération de la croissance économique en 2017, nous prévoyons une augmentation de 1 % de la croissance de l'emploi au Manitoba. »

Pour en savoir plus sur les perspectives économiques de RBC pour le Manitoba, cliquez [ici](#).

Ontario : En voie d'occuper la première place au classement canadien de la croissance

Bien que les prévisions de RBC pointent vers une légère baisse de la croissance comparativement à 2016, soit à 2,3 % pour 2017, la vigueur des dépenses de consommation, la solide création d'emplois et la hausse des dépenses en infrastructures contribueront à faire progresser l'économie ontarienne à un rythme relativement rapide. Le ralentissement prévu de la croissance en 2017 reflète en partie la baisse à prévoir dans le secteur du logement en Ontario, qui mettrait graduellement un frein à la croissance après y avoir contribué de façon constante au cours des dernières années.

« Les programmes d'investissement de plusieurs milliards de dollars des gouvernements fédéral et provincial contribueront de façon notable à la croissance de l'économie ontarienne, a déclaré Craig Wright, premier vice-président et économiste en chef, RBC. Cela dit, la récente évolution du contexte politique aux États-Unis assombrit les perspectives de la province au chapitre du commerce extérieur. »

Pour en savoir plus sur les perspectives économiques de RBC pour l'Ontario, cliquez [ici](#).

Québec : Peu de changements à l'horizon

Le taux de croissance de l'économie québécoise ne devrait pas varier beaucoup, passant de 1,5 % en 2016 à 1,6 % en 2017. Toutefois, RBC prévoit des changements notables en ce qui a trait aux sources de croissance : une part accrue des dépenses publiques (y compris en infrastructures) et des investissements des entreprises, et une part moindre des investissements résidentiels. RBC prévoit que dans l'ensemble, les politiques budgétaires au Québec influenceront favorablement sur la croissance de son économie par une atténuation des restrictions mises en place par le gouvernement provincial qui coïncidera avec une augmentation des investissements en infrastructures du gouvernement fédéral.

« Ce sont là des signes encourageants qui indiquent que les entreprises sont de nouveau prêtes à investir dans le secteur non résidentiel, a déclaré Craig Wright, premier vice-président et économiste en chef, RBC. Les dépenses réelles dans les secteurs industriels et commerciaux ont augmenté aux deuxième et troisième trimestres de 2016, ce qui est de bon augure pour une reprise soutenue au Québec en 2017. »

Pour en savoir plus sur les perspectives économiques de RBC pour le Québec, cliquez [ici](#).

Nouveau-Brunswick : Persistance d'une croissance anémique

Après quatre années de surplace, l'économie du Nouveau-Brunswick a connu une croissance impressionnante en 2015 qui ne s'est malheureusement pas poursuivie en 2016. Ce nouveau ralentissement est attribuable à la fermeture d'une grande mine, à la chute de l'emploi et à la baisse des exportations. Les exportations de produits forestiers et de produits de papier ont enregistré une croissance constante, mais la fin de l'accord canado-américain sur le bois d'œuvre représente une menace potentielle pour le secteur. Les tendances démographiques négatives, comme la baisse de la population en âge de travailler, de même que les sombres perspectives sur le plan des dépenses en immobilisations, amènent RBC à prévoir une croissance nulle du PIB de la province en 2016, ainsi que des taux de croissance modestes de 0,5 % et 0,8 % en 2017 et 2018.

« Dans l'ensemble, le Nouveau-Brunswick a connu un regain de l'emploi pendant l'été et l'automne de 2016, a déclaré Craig Wright, premier vice-président et économiste en chef, RBC. Cependant, compte tenu des pertes d'emplois considérables dans le secteur public et des difficultés persistantes qu'entraîne l'important déficit du gouvernement provincial, il y a peu d'espoir d'une reprise de l'emploi. »

Pour en savoir plus sur les perspectives économiques de RBC pour le Nouveau-Brunswick, cliquez [ici](#).

Nouvelle-Écosse : Une autre année de croissance constante à l'horizon

L'économie de la Nouvelle-Écosse se maintient à un rythme de croissance constant et devrait continuer de croître à un rythme modéré au cours des deux prochaines années. RBC prévoit pour la Nouvelle-Écosse une croissance économique de 1,1 % en 2017 et de 1,2 % en 2018. La forte chute (67 %) des exportations de gaz naturel et d'autres produits du secteur de l'énergie s'ajoute à la baisse des exportations signalée dans de nombreux autres secteurs. La croissance de la construction navale, de même qu'une amélioration de la situation démographique attribuable à la migration, devraient contribuer à compenser la faible croissance des exportations, le vieillissement de la population et les perspectives réduites au chapitre des dépenses en immobilisations.

« Le taux de chômage de la Nouvelle-Écosse n'a reculé que légèrement en 2016 malgré un recul de l'emploi, a déclaré Craig Wright, premier vice-président et économiste en chef, RBC. Nous prévoyons que la création nette d'emplois en Nouvelle-Écosse reprendra en 2018. Toutefois la baisse du taux de chômage sera modeste en raison du nombre accru de personnes qui reviennent dans la province et y cherchent de l'emploi. »

Pour en savoir plus sur les perspectives économiques de RBC pour la Nouvelle-Écosse, cliquez [ici](#).

Île-du-Prince-Édouard : Maintien d'un rythme de croissance modéré

L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard continuera de croître en 2017, mais à un rythme légèrement plus lent. Selon les prévisions de RBC, le PIB de la province, qui devrait se situer autour de 1,1 % en 2016, s'accroîtra à un rythme de 1,0 % en 2017 et 2018. Les exportations ont souffert du repli du secteur de la fabrication, les exportations de produits autres qu'alimentaires ayant chuté de plus de 20 % jusqu'à maintenant cette année. L'augmentation des dépenses en immobilisations du gouvernement provincial devrait être un facteur positif pour la croissance. Cependant, la hausse de la composante provinciale de la TVH, qui est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2016, aura vraisemblablement un effet négatif à court terme.

« Le marché du travail de l'Île-du-Prince-Édouard a connu des moments difficiles en 2016, en particulier au début de l'année par suite des éliminations massives d'emplois dans le secteur public, a déclaré Craig Wright, premier vice-président et économiste en chef, RBC. Cela dit, nous sommes d'avis que les perspectives positives pour les secteurs de la production alimentaire et du tourisme permettront à l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard de croître à un rythme constant. »

Pour en savoir plus sur les perspectives économiques de RBC pour l'Île-du-Prince-Édouard, cliquez [ici](#).

Terre-Neuve-et-Labrador : Retour au ralentissement économique en 2017

Le ralentissement économique des deux dernières années à Terre-Neuve-et-Labrador devrait cesser temporairement en raison de la récente reprise de la production pétrolière. Toutefois, la baisse des dépenses d'investissement en immobilisations liée à l'achèvement de grands projets et le maintien des mesures d'austérité budgétaire seront des facteurs majeurs de l'intensification du ralentissement économique en 2017. RBC prévoit une croissance nulle de l'économie de la province en 2016, de même qu'un repli marqué du PIB en 2017, à -2,2 %. Les déficits budgétaires consécutifs se traduiront par une montée en flèche de la dette nette de Terre-Neuve-et-Labrador, et celle-ci continuera probablement de croître, compte tenu des importants déficits prévus pour les prochaines années.

« En 2016, le taux de chômage de Terre-Neuve-et-Labrador devrait atteindre un sommet en six ans en raison des pertes d'emplois dans les secteurs public et privé, a déclaré Craig Wright, premier vice-président et économiste en chef, RBC. La détérioration des conditions du marché du travail se poursuivra probablement en 2017, et nous prévoyons une hausse du taux de chômage dans la province qui entraînera une baisse des dépenses de consommation. »

Pour en savoir plus sur les perspectives économiques de RBC pour Terre-Neuve-et-Labrador, cliquez [ici](#).

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

[Craig Wright](#), premier vice-président et économiste en chef, Recherche économique RBC, 416 974-7457

[Paul Ferley](#), économiste en chef adjoint, Recherche économique RBC, 416 974-7231

[Robert Hogue](#), économiste principal, Recherche économique RBC, 416 974-6192

[Gerard Walsh](#), économiste, Recherche économique RBC, 416 974-6525

[Catherine Hudon](#), Communications, RBC, 416 974-5506